

# [ La newsletter de la CES ]



## Dans ce numéro

- 2** La CES en action
- 4** Entretien avec Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES
- 6** Calendrier syndical
- 7** Calendrier européen
- 8** L'UE à la loupe

## Le chiffre du mois

**36%**  
Toujours plus pour les banquiers

Le salaire moyen des dirigeants des banques en Europe et aux Etats-Unis a augmenté d'environ 36% l'année passée. Il a atteint un montant moyen de 9,7 millions de dollars. (Source: Financial Times)

## À noter



**Cher(e)s lecteur(trice)s,**

La gouvernance économique européenne a fait la « une » du calendrier européen du mois de juin. La Confédération européenne des syndicats (CES) a toujours reconnu la nécessité d'une gouvernance économique mais pas celle qui nous est proposée. Ce qui est sur la table actuellement est une gouvernance de l'austérité qui attaque le modèle social européen. Le paquet « gouvernance » vise une diminution des coûts du travail, de la protection sociale et des services publics. Ce paquet menace également l'autonomie des conventions collectives. Nous rejetons cette orientation et demandons un changement de cap. De plus, les propositions du paquet « gouvernance » servent de prétexte à certains États-membres pour prendre des mesures antisociales au niveau national. Plus que jamais, les réactions et les réponses syndicales doivent être articulées entre les niveaux européen et national. Le 21 juin dernier, à la veille du Conseil européen et du vote au Parlement européen sur le paquet « gouvernance », nous avons manifesté dans les rues de Luxembourg-ville pour exprimer notre rejet de cette gouvernance de l'austérité. La situation grecque préoccupe particulièrement le mouvement syndical européen. Un deuxième plan d'austérité vient d'être adopté alors même que cette recette n'a pas marché la première fois. La Grèce est sous une pression terrible. La Commission nous explique qu'il n'y a pas de Plan « B » et qu'il faut accepter l'austérité. Dans le même temps, les banques continuent de s'engraisser sur le dos du déficit grec. Il est normal que les citoyens grecs ne tolèrent plus cette situation. La crainte que la Grèce ne devienne une « colonie » de l'Europe s'est exprimée avec force. Lors de son Comité exécutif des 28 et 29 juin, la CES a exprimé toute sa solidarité aux syndicats et aux travailleurs grecs. En continuant à suivre la voie de l'austérité, les décideurs politiques tentent de flatter les marchés financiers et se plient à leurs diktats. Les agences de notation exercent un pouvoir illégitime et le chantage qu'elles exercent sur les gouvernements et les travailleurs est inacceptable. Lorsqu'il s'est agi de sauver les banques, l'argent a vite été déboursé. Par contre les hésitations sont grandes, quand il faut sauver un pays au bord de la rupture ! Dans un moment crucial de son histoire, l'Europe montre qu'elle manque de vision et de leadership politiques. Le mot « Europe » est né en Grèce, veut-on qu'il s'y éteigne ? Une autre voie s'impose qui doit être basée sur une offre plus généreuse pour la Grèce et les pays en difficulté, une sorte de nouveau Plan Marshall. Un tel plan devrait se concentrer sur le recouvrement de l'impôt, des taxes sur la fortune dans les pays en difficulté et sur les transactions et services financiers, des investissements utilisant les fonds structurels disponibles, des euro-obligations, des obligations pour le financement de projets, des initiatives en faveur de la croissance et de l'innovation conformes à la stratégie Europe 2020, moins de pression sur les salaires, les aides sociales et les services publics et sur les plus démunis. Nous continuerons à maintenir la pression afin de changer la donne. Nous organisons une Euro-manifestation le 17 septembre prochain à Wroclaw, en Pologne, avec nos affiliés polonais. Nous voulons faire entendre notre voix à la veille du Conseil européen des ministres des finances. Je vous y donne rendez-vous.

**Bernadette Ségol, Secrétaire générale**





## [ La CES en action ]

### CAMPAGNES CES

## Euro-manifestation à Luxembourg-ville : 20.000 syndicalistes européens ont dit « non » à l'austérité



21/06/2011 – A la veille du vote au Parlement européen sur la gouvernance économique et du Conseil européen, la CES, en coopération avec ses affiliés luxembourgeois, a organisé une [Euro-manifestation à Luxembourg-ville](#). Cette Euro-manifestation, qui a été organisée dans le cadre de la [journée d'action et d'information en Europe sur la gouvernance économique](#), a vu la participation de **plus de 20 000 syndicalistes européens**. Le message que le mouvement syndical européen a adressé aux décideurs européens est très clair : **gouverner l'Europe signifie renforcer son modèle social et non l'attaquer**. Une gouvernance économique responsable, préconisée par la CES, doit être axée sur l'accès à des emplois stables et de qualité, la promotion généralisée de la formation pour tous, des salaires et des retraites décents, ainsi qu'une protection sociale forte.

[Vidéos de l'Euro-manifestation](#)  
[Photos de l'Euro-manifestation](#)

### RÉUNIONS MAJEURES

## Comité exécutif de la CES

29/06/2011 – Le Comité exécutif de la CES s'est réuni à Bruxelles. En ouverture de la réunion, le Président de la CES a [rendu hommage à Jan Kulakowski](#), syndicaliste et homme politique polonais et européen, récemment décédé.

La **gouvernance économique** a été le sujet principal des débats. Le mouvement syndical européen a décidé de **poursuivre sa mobilisation** contre la gouvernance de l'austérité, en appelant à une **Euro-manifestation le 17 septembre prochain à Wroclaw**, en Pologne.

Lors de son Comité exécutif, la CES a réaffirmé qu'elle était [prête à s'engager dans des négociations sur le temps de travail](#) tout en soulignant que la révision de la directive sur le temps de travail doit porter sur l'ensemble des points qui posent problèmes. La sécurité nucléaire et le programme de travail du dialogue social européen étaient également à l'ordre du jour.

## Adoption par l'OIT de la Convention sur le travail décent pour les travailleurs et travailleuses domestiques

16/06/2011 – La CES a salué l'adoption par l'Organisation internationale du travail (OIT) de la **Convention**, assortie d'une Recommandation, **sur le travail décent pour les travailleurs et travailleuses domestiques**. En coopération avec la Confédération syndicale internationale (CSI), le mouvement syndical européen avait fait [campagne en faveur de l'adoption de cette convention](#). La CES appelle tous les gouvernements à la ratifier et à l'appliquer.



**21 juin** : 20 000 syndicalistes européens ont manifesté dans les rues de Luxembourg-ville pour dire « **NON À L'AUSTÉRITÉ** »





## [Interview]

### Entretien avec Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES

***Vous avez récemment été élue à la tête de la Confédération européenne des syndicats (CES). Quelles sont vos priorités ?***

**Bernadette Ségol (BS) :** La CES a deux priorités politiques essentielles. D'une part, la question de la gouvernance économique européenne. D'autre part, l'égalité de salaire et de traitement entre les travailleurs.

Nous voulons changer le cours du paquet « gouvernance économique » qui est actuellement sur la table. Six législations européennes sont en discussion au Parlement et au Conseil européens. La Commission européenne a, quant à elle, fait des recommandations aux Etats membres dans le cadre de la Stratégie Europe 2020. Toutes ces propositions se renforcent entre-elles. Nous déplorons le fait que les recommandations faites aux Etats membres par la Commission aillent souvent plus loin dans l'attaque sur les droits sociaux et sur les salaires que les propositions législatives en discussion au Parlement. Nous considérons que la gouvernance économique est une question prioritaire car elle constitue le cadre futur des conditions de négociation syndicale au niveau national. Ce cadre aura une influence directe sur la capacité d'action des syndicats, une influence sur la structure des relations sociales : que pourront négocier les syndicats et de quelle façon ? Derrière les propositions techniques, il y a la réalité de la négociation et de la vie des travailleurs dans les prochaines années.

La seconde priorité pour le mouvement syndical européen est liée à l'égalité de salaire et de traitement entre les travailleurs. Je ne me réfère pas seulement à l'égalité de genres, mais plus largement à l'égalité pour les travailleurs quelle que soit leur origine, quel que soit leur employeur. S'ils exercent la même activité dans un même lieu de travail, ils doivent être payés de la même façon et avoir les mêmes conditions de travail. En d'autres termes, le choc provoqué par les cas juridiques Laval, Viking, Ruffert et Luxembourg n'est pas terminé. Pour la CES, il est prioritaire de remettre les droits sociaux avant les droits économiques. Il s'agit d'un travail de long terme et notre dernier Congrès s'est exprimé clairement en ce sens.

***Quels sont, selon vous, les défis actuels auxquels doit faire face le mouvement syndical européen ?***

**BS :** Dans un contexte caractérisé, à la fois, par une intégration économique accrue et par une pression



à la baisse des salaires et des conditions de travail, il apparaît de plus en plus crucial de renforcer le syndicalisme européen. Le rôle de la CES est capital et il faut le renforcer.

Un des grands défis auxquels nous devons faire face, est le sentiment de déception et de désillusion des travailleurs et plus généralement des citoyens européens vis-à-vis du projet européen. Ce sentiment trouve son origine dans le fait que l'Europe ne propose plus de solutions positives qui protègent les travailleurs. Le projet européen n'est pas seulement un projet économique et monétaire mais aussi un projet de société. Or le projet sociétal basé sur la solidarité a disparu des radars. La conséquence directe de cette situation est la tentation du repli national. Cette tentation est dangereuse. Le mouvement syndical national et européen doit y faire face, et s'y oppose.

Autre défi majeur : le recrutement syndical. De nombreuses organisations syndicales ont perdu des membres ou se trouvent dans une situation de stagnation. Le mouvement syndical européen doit mettre tout en oeuvre afin de renverser cette tendance.



## Entretien avec Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES (suite)



***L'Union européenne impose à ses citoyens un régime très strict, les obligeant à payer la facture d'une crise provoquée par la déréglementation financière et la spéculation. Nous sommes face à une gouvernance de l'austérité qui se fait sur le dos des travailleurs. Quelle est l'action de la CES face à cette situation ?***

**BS :** Nous agissons à deux niveaux. Tout d'abord, la CES agit au niveau public en disant très clairement que l'austérité n'est pas la solution et qu'elle ne va pas amener à la croissance nécessaire. Nous le faisons par des interventions publiques et par des Euro-manifestations que nous organisons depuis le déclenchement de la crise. Nous continuerons à le faire, non seulement pour faire entendre notre voix, mais aussi pour sensibiliser les citoyens à cette problématique.

Notre action ne se limite pas uniquement à cela. Nous travaillons avec les parlementaires européens qui acceptent de discuter avec nous – quelle que soit leur tendance politique – pour changer la donne législative. Dans le même temps, nous rencontrons régulièrement les représentations permanentes des pays membres auprès de l'Union européenne à Bruxelles afin de faire passer notre message. Nous essayons d'améliorer la coordination entre nos interventions au niveau national et au niveau européen. Les confédérations nationales interviennent auprès de leurs gouvernements et de leurs parlementaires européens afin de soutenir la ligne politique générale de la CES. C'est essentiel.

***La CES est convaincue qu'il existe des alternatives aux plans d'austérité qui se succèdent et ne règlent rien, au contraire. Quelles sont ces alternatives ?***

**BS :** Nous croyons que l'on ne résout pas un problème de dette publique en deux ou trois ans. La solution doit être pensée sur le long terme. De plus, on ne résout

pas un tel problème avec une intrusion punitive dans l'économie d'un pays, même s'il y a eu des problèmes au départ. La question doit être envisagée de façon différente en proposant des politiques positives. Il faut mettre en place des investissements qui relancent une croissance durable. Ces investissements peuvent être financés par des obligations européennes, ce qui parfaitement faisable. Il est également possible de financer ces investissements par des obligations ayant pour objectif des projets particuliers (Project bonds). L'utilisation des fonds structurels européens est une autre possibilité à saisir, à condition de revoir la procédure. Autres propositions de notre part: l'instauration d'une taxe sur les transactions financières. Avec de telles politiques, on montrerait que l'Europe n'arrive pas seulement avec un bâton, mais qu'il est possible de faire progresser les choses. Il est crucial de redonner une perspective et de l'espoir aux gens. Ces alternatives ne sont pas utopiques, elles sont tout à fait réalisables. Je pense que l'on entend de plus en plus parler des obligations européennes et que l'on a un certain soutien concernant la taxe sur les transactions financières : on ne doit pas se laisser impressionner par ceux ou celles qui disent que cette voie n'est pas possible. Il s'agit d'une réponse idéologique. C'est peut être un peu difficile à instaurer, mais les obligations européennes et une taxe sur les transactions financières sont beaucoup plus faciles à mettre en place que la monnaie unique !

***Pensez-vous que l'Europe a mal à sa solidarité ?***

**BS :** Certainement. Je pense que la solidarité ce n'est pas qu'un mot, ni uniquement un mot à connotation morale. On a besoin en Europe d'une solidarité économique parce que nous dépendons les uns des autres. C'est une illusion de croire qu'on peut faire sans cette dépendance. C'est aussi détruire un projet et une perspective qui est unique et qui est nécessaire. Elle est unique car, dans aucune autre région du monde, un tel projet n'a vu le jour. Même si beaucoup d'entre nous l'ont oublié, l'Europe c'est la paix. C'est un échange entre les peuples ! Etant donné tous les mélanges et interdépendances qui existent entre les pays, je ne vois pas comment on pourrait dire aux citoyens qu'ils doivent montrer leur passeport pour franchir une frontière interne, ou bien qu'il faut demander un permis de travail pour travailler dans un autre pays membre ! On considère comme acquis certaines évolutions permises par l'Union européenne. Cette solidarité a été positive économiquement parlant mais aussi humainement parlant. Les liens économiques qui existent en Europe impliquent la mise en œuvre d'une solidarité. Aujourd'hui, on sent clairement que certains pays hésitent à mettre en œuvre cette solidarité : c'est très inquiétant.



## Entretien avec Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES (suite)

Nous ne devons pas oublier l'autre aspect de la solidarité : l'aspect moral. Quand on est dans un même groupe, on ne laisse pas tomber son voisin, on ne l'écrase pas, on essaye, au contraire, de l'aider.

**Une Euro-manifestation a eu lieu le 21 juin dernier à l'appel de la CES. 20 000 syndicalistes européens ont manifesté dans les rues de Luxembourg-ville pour demander aux responsables politiques européens un changement de cap. Les syndicats réclament une autre gouvernance économique en faveur d'une l'Europe sociale, de salaires équitables, d'investissements et de l'emploi. La pression syndicale se maintient. Quelles sont les prochaines étapes de la mobilisation syndicale européenne ?**

**BS :** Le Comité exécutif de la CES a donné son soutien à l'initiative de nos collègues polonais qui proposaient une journée d'action. Nous organiserons une Euro-manifestation le 17 septembre prochain à Wroclaw, en Pologne, à la veille du Conseil européen des ministres des finances. À moyen et long termes, la CES va mettre en place une campagne avec des objectifs précis et concrets pour mobiliser les syndicats européens. Cette campagne, décidée lors du dernier Congrès de la CES, devrait être mise sur pied avant la fin de l'année. Elle

doit être préparée soigneusement, pas seulement par le secrétariat à Bruxelles, mais aussi par les membres de la CES qui vont s'y impliquer. Il est très important que cette campagne engage chaque confédération nationale.

**La crise économique et financière s'est transformée, à bien des égards, en crise politique. L'Europe connaît un moment très difficile de son processus d'intégration avec une montée en puissance des replis nationalistes. Comment pouvons-nous renverser cette tendance ?**

**BS :** Le repli nationaliste est un problème majeur. Nous nous opposons au repli nationaliste parce qu'il va souvent de pair avec le racisme, la xénophobie et toute sorte d'inégalités que nous refusons car elles sont contraires à nos valeurs. Le repli national n'offre aucune perspective aux générations futures. Il est illusoire de croire qu'en se repliant au niveau national, on aura plus d'emploi et que l'on offrira un meilleur avenir à nos enfants. Pour contrer ce phénomène, il faut faire un travail important sur les valeurs que nous défendons. Nous ne devons pas avoir peur d'en parler et de dénoncer la réalité économique qui est intimement liée au repli national. Il est bien clair que la CES ne sera jamais dans le camp du protectionnisme et de la droite populiste !



## [ Calendrier syndical ]

Juin – Juillet 2011

06/06/2011	Congrès de SAK (Tampere)	<a href="#">Programme du congrès</a>
09-10/06/2011	Congrès de la Fédération européenne des métallurgistes (FEM) (Duisburg)	<a href="#">Programme du congrès</a>
15/06/2011	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
21/06/2011	Journée de mobilisation et d'information syndicale sur la gouvernance économique – Euro-manifestation à Luxembourg-ville	<a href="#">Programme de l'Euro-manifestation</a>
28/06/2011	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
28-29/06/2011	Comité exécutif de la CES (Bruxelles)	
13/07/2011	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	



# [ Calendrier de l'Union européenne ]

Juin – Juillet 2011

06/06/2011	Conseil Santé (Luxembourg)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
06-09/06/2011	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
09-10/06/2011	Conseil Justice et affaires intérieures (Luxembourg)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
10/06/2011	Conseil Energie (Luxembourg)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
15-16/06/2011	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
17/06/2011	Conseil Affaires sociales et emploi (Luxembourg)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
20/06/2011	Réunion de l'Eurogroupe (Luxembourg)	
20/06/2011	Conseil ECOFIN (Luxembourg)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
20-21/06/2011	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Luxembourg)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
17/06/2011	Conseil Environnement (Luxembourg)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
22-23/06/2011	Mini-session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
24/06/2011	Conseil européen (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
04-07/07/2011	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
05-06/07/2011	Réunion informelle des ministres de la santé (Sopot)	
07-08/07/2011	Réunion informelle des ministres de l'emploi et des affaires sociales (Sopot)	
11-12/07/2011	Réunion informelle des ministres de l'environnement (Sopot)	
11/07/2011	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	
12/07/2011	Conseil ECOFIN (Bruxelles)	
13-14/07/2011	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
14-15/07/2011	Réunion informelle des ministres du développement (Sopot)	
18/07/2011	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Bruxelles)	
18-19/07/2011	Réunion informelle des ministres de la justice et des affaires intérieures (Sopot)	
20-22/07/2011	Réunion informelle des ministres de la compétitivité (Sopot)	
22/07/2011	Conseil ECOFIN consacré au budget (Bruxelles)	
28-29/07/2011	Réunion informelle des ministres des affaires européennes (Sopot)	



# [L'UE à la loupe et réactions syndicales]

## Vote du Parlement européen sur la gouvernance économique : la CES réclame des investissements, pas plus d'austérité

23/06/2011 – Le Parlement européen réuni en séance plénière a voté le paquet sur la gouvernance économique. [Comme le demandait le mouvement syndical européen](#), les textes adoptés contribuent à protéger les négociations collectives des réglementations limitant les salaires. **Toutefois la tendance en faveur d'une austérité aveugle et contre les dépenses sociales et les investissements publics demeure.** La CES demande au Conseil et au Parlement de changer d'attitude à ce sujet avant le vote final des 6 et 7 juillet.

[Communiqué de presse de la CES](#)

## Conseil ECOFIN : la CES demande d'en finir avec la gouvernance de l'austérité

21/06/2011 – A l'occasion du Conseil ECOFIN du 20 juin, la CES a demandé aux ministres des finances de **changer de cap d'urgence et d'opter pour une autre forme de gouvernance économique.** Selon le mouvement syndical européen, la gouvernance de l'austérité étouffe nos économies et maintient le chômage à un niveau élevé. [Une manifestation européenne contre l'austérité et les interventions dans les salaires et pour une gouvernance économique et sociale équitable a eu lieu à Luxembourg-Ville le 21 juin](#) à la veille des décisions du Parlement et du Conseil européens en matière de gouvernance économique. **La CES demande que les décideurs européens écoutent la voix des travailleurs et arrêtent d'utiliser l'Europe pour réduire les salaires, les aides sociales et les services publics.**

[Communiqué de presse de la CES](#)

## La CES exige le respect entier de l'autonomie des négociations collectives

07/06/2011 – Dans le cadre de la Stratégie UE 2020, la Commission européenne a publié des [recommandations sur les politiques économiques](#) qui doivent être poursuivies dans la zone euro. Selon la CES, une fois encore, la Commission vise les salaires de manière négative et ignore ce qui est un principe fondamental en Europe : l'autonomie des partenaires sociaux et des négociations collectives. La CES déplore cette situation et a appelé le Conseil européen à changer d'orientation et à considérer les salaires comme un moteur pour la croissance et l'emploi et non pas comme un ennemi de l'économie.

[Communiqué de presse de la CES](#)

Équipe éditoriale: ÉDITEUR RESPONSABLE: **Bernadette Ségol** • RÉDACTRICE EN CHEF: **Patricia Grillo** • RÉDACTEUR: **Daniele Melli**

**Faites connaître cette newsletter à vos contacts !**